

Opération

**Extension du Poste HY Y32 sur la Base de Défense 123 de Bricy
Rue de la Base
45140 BOULAY-LES BARRES**

Maître d'Ouvrage

**Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Pôle Conduite d'Opérations de Tours
Base de Défense de Tours
Unité de Soutien de la Défense – 78.665
RD 910
37076 TOURS Cedex 2**

PLAN GENERAL DE COORDINATION


PGC

Au sens du code du travail, opération de catégorie : **III**

Phase Conception : ☒

Phase Réalisation : ☒

Mises à jour :

<i>Indice</i>	<i>Date</i>	<i>Objet</i>	<i>Rédacteur</i>	<i>Visa</i>
00	25 octobre 2025	Réalisation du PGC	THEVENIN Marc	

Sommaire

I.	Renseignements Administratifs Intéressant le Chantier	5
I.1.	Renseignements administratifs	5
I.1.1.	Coordonnées des intervenants	5
	Maître d’Ouvrage	5
	Maître d’Ouvrage Délégué	5
	Maître d’Œuvre	5
	Coordonnateur SPS	5
I.1.2.	Coordonnées des organismes de prévention	6
	Inspection du Travail dans les Armées (ITA)	6
	CARSAT Centre	6
	OPPBTP	6
I.1.3.	Coordonnées des services concessionnaires	6
	Électricité	6
	Gaz	6
	Télécommunication	6
I.1.4.	Coordonnées des services de secours	6
	SAMU	6
	Hôpital	6
	Médecin	6
	Pharmacie	6
	Centre Anti Poison	6
	SOS Mains	7
	Pompiers	7
	Gendarmerie	7
I.1.5.	Coordonnées des autres services	7
	Mairie	7
	Mairie	7
	Météorologie Orléans	7
II.	Présentation et objet du document	7
II.1.1.	Préambule législatif et réglementaire	7
II.2.	Présentation du projet	8
II.2.1.	Objet des travaux	8
II.2.2.	Précisions sur l’opération	8
II.2.3.	Situation géographique	8
III.	Renseignement Généraux	8
III.1.	Sujétions Liées au Site	9
IV.	Mesures d’Organisation Générale du Chantier arrêtées par le Maître d’Œuvre en Concertation avec le Coordonnateur	10
IV.1.	Procédures	10
IV.1.1.	Remises de documents, rendez-vous de coordination	10
IV.1.2.	Description des modes opératoire en cas de risques spéciaux	10
IV.1.3.	Suggestions d’intégration à l’ouvrage de moyens de prévention	10
IV.2.	Organisation Générale	10

IV.2.1. Phasage des travaux.....	10
IV.1. Accès et réseaux du chantier / Base-vie (R4532-44-5)	11
IV.1.1. Accès au chantier.....	11
IV.2. Contrôle d'accès au chantier.....	11
IV.2.1. Rappel réglementaire et définition d'une personne autorisée.....	11
IV.2.2. Panneau de chantier.....	11
IV.2.3. Rappel sur les obligations des entreprises en cas d'emploi de travailleurs étrangers détachés... ..	12
IV.2.4. Accueil des entreprises et des personnels	12
IV.2.5. Registre de sécurité.....	12
IV.2.6. Plan d'Installation de Chantier (PIC)	12
IV.2.7. Zone d'accueil	12
IV.3. Description des cantonnements	13
IV.3.1. Libération	13
IV.4. Dispositions prises pour l'application de l'article R 4533-1	13
IV.1. Principe d'organisation.....	13
IV.1.1. Risques liés à la mise en œuvre des installations provisoires.....	14
IV.2. Réseaux provisoires chantier	14
IV.2.1. Branchement général électrique	14
IV.2.2. Cheminement des réseaux	14
IV.2.3. Coffret de chantier.....	14
IV.2.4. Vérification de la conformité des installations	14
IV.2.5. Réseau provisoire d'eau potable.....	14
IV.2.6. Réseau provisoire d'eaux usées-eaux vannes	15
IV.2.7. Traitement des eaux pluviales en phase de chantier.....	15
IV.2.8. Réseau provisoire de télécommunication	15
IV.3. Clôture chantier	15
IV.3.1. Isolement de la zone chantier (clôture).....	15
IV.3.2. Propreté des voiries au droit du chantier	15
V. Nettoyage et évacuation des déchets	16
V.1. Nettoyage extérieur et intérieur chantier	16
V.2. Bruits et nuisances.....	16
V.3. Identification des personnes	16
VI. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT	17
VI.1. Mesures particulières.....	17
VI.2. Les principes généraux de prévention	17
VI.2.1. Article L 4121-2.	17
VII. MESURES RELATIVES AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX (R4532-44-4°)	18
VII.1.1. Risques potentiels accès chantier.....	18
VII.1.2. Risques potentiel levage	18
VIII. Evaluation des risques de coactivité.....	18
VIII.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales.....	18
VIII.2. Délimitation et aménagement de la zone de stockage	19
VIII.3. Conditions de manutention des matériaux et matériels	19
VIII.3.1. Grue mobile	19
VIII.3.2. Généralités	19

VIII.3.1.	Engins de chantier	20
VIII.4.	L'utilisation des protections collectives	20
VIII.4.1.	Protections collectives	20
VIII.4.2.	TCE.....	21
VIII.5.	Mesures prises en matière d'interaction sur le site	21
VIII.5.1.	Risques liés à la coactivité.....	21
VIII.5.2.	Travaux superposés	21
VIII.5.3.	Travaux polluants	21
IX.	SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITE D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A L'EXTERIEUR DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	22
X.	LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE	23
X.1.	Téléphone	23
X.1.1.	Transport de blessés :	23
X.1.2.	Secouristes	23
X.1.3.	Trousse de soins.....	23
X.1.4.	Déclaration d'Accident du Travail	24
X.1.5.	Protection incendie	24
X.1.6.	Hygiène.....	24
X.1.7.	Alcool et produits illicites.....	24
X.1.8.	Cigarette	24
XI.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	25
XI.1.	Inspection commune.....	25
XI.2.	Compte-rendu de l'inspection commune.....	25
XI.3.	Plan Général de Coordination (PGC)	25
XI.3.1.	Travailleurs indépendants.....	25
XI.4.	Implication des entreprises	25
XI.5.	Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)	26
XI.5.1.	Obligations – Délais	26
XI.5.2.	Contenu du PPSPS et diffusion (généralité).....	26
XI.6.	Le Plan de Sécurité indique.....	27
XI.6.1.	Le Plan de Sécurité mentionne	27
XI.6.2.	Le plan particulier de sécurité comporte de manière détaillée	27
XI.6.3.	Diffusion.....	28
XI.7.	Travailleurs indépendants.....	28
XI.8.	Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO)	28
XII.	Fiche d'appel d'urgence	29
XIII.	Demande d'installation de Grue	30
XIV.	Permis feu.....	31

I. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER

I.1. Renseignements administratifs

I.1.1. Coordonnées des intervenants

<u>Maître d'Ouvrage</u>	Ministère de la défense Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Quartier Margueritte 1, rue du Garigliano 35000 RENNES <u>Représenté par le :</u> Pôle Conduite des Opérations de Tours Adresse géographique : Caserne Baraguey d'Hilliers Boulevard Jean Royer 37000 TOURS Adresse postale <u>Base de défense de Tours</u> Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense 78.665 Pôle Conduite des Opérations de TOURS RD 910 37 076 TOURS Cedex 2	Pôle de conduite des opérations : ☎ : 02.46.67.20.68
	Conducteur d'opération : <u>Représenté par :</u> <i>Mr. VARRET Stéphane</i>	☎ : 02 46 67 29 71 @ : stephane.varret@intradef.gouv.fr
<u>Maître d'Ouvrage Délégué</u>	Crescendo Conseil 17 Place Sainte Hélène 36000 CHATEAUROUX <u>Représenté par :</u> <i>Mr. DRAULT David</i>	☎ : .02.48.47.72.52 ☎ : .09.81.38.58.49 ☎ : 06.76.92.77.06 @ : david.drault@crescendo-conseil.org
	Agence OTEIS Nantes Armor Piazza, Bâtiment A 9 impasse Claude Nougaro 44800 SAINT HERBLAIN <u>Représenté par :</u> <i>Mr. MARIN Olivier</i>	☎ : .02.51.77.86.40 ☎ : 06.82.93.16.78 @ : olivier.marin@oteis.fr
<u>Maître d'Œuvre</u> Electricité - VRD	Agence OTEIS Nantes Armor Piazza, Bâtiment A 9 impasse Claude Nougaro 44800 SAINT HERBLAIN <u>Représenté par :</u> <i>Mr. MARIN Olivier</i>	☎ : .02.51.77.86.40 ☎ : 06.82.93.16.78 @ : olivier.marin@oteis.fr
	Coordonnateur SPS A3 Coordinations & Diags 1-3 rue Ampère Parc COMITEC 18000 BOURGES <u>Représenté par :</u> Titulaire : <i>Mr. THEVENIN Marc</i> Suppléant : <i>Mr. Stanley BALAIS</i>	☎ : 02 48 70 65 46 @ : a3-coordinations-et-diags@orange.fr @ : a3-coordinations-et-diags@orange.fr ☎ : 07.88.36.88.03 ☎ : 07.72.06.41.15

I.1.2. Coordonnées des organismes de prévention

Inspection du Travail dans les Armées (ITA) Ministère de la défense	Contrôle Général des Armées Inspection du Travail 60 Boulevard du Général Martial Valin CS 21623 75700 PARIS SP 07	☎ : 09.88.68.21.93. 📠 : 01.42.19.74.75. @ : cga-is@wanadoo.fr
	Représentée par : Mr. PONCELET Patrice	☎ : 09.88.68.21.91. 📠 : 06.83.81.13.24. @ : patrice.poncelet@intradef.gouv.fr
CARSAT Centre	CARSAT Centre Service Prévention 36 Rue de Xaintrailles 45033 ORLÉANS Cedex 1	☎ : 02.38.81.50.00 📠 : @ :
	Représentée par : Mr. Régis BOULAND	☎ : 02.38.79.70.15. 📠 : @ : regis.boulant@carsat-centre.fr
OPPBTP Centre val-de-Loire	Agence Centre - Val de Loire 83 boulevard de la salle CS 80133 45811 Saint Jean de Braye	☎ : 02 38 83 60 21 📠 : 02 38 61 47 08 @ : centrevaleloire@oppbtp.fr
	Représentée par : Mr.	📠 : @ :

I.1.3. Coordonnées des services concessionnaires

Électricité	Urgences dépannage électrique	☎ : 0 810 433 045
Gaz	Urgences dépannage gaz	☎ : 0 810 433 045
Télécommunication	Assistance et dépannage	☎ : 1013

I.1.4. Coordonnées des services de secours

SAMU	Voir le protocole d'appel des secours de la base 123 Bricy	☎ : 15
Hôpital	Centre Hospitalier Régional 1 rue Porte Madeleine BP 2439 45032 ORLEANS cedex 1	☎ : 02.38.51.44.44. 📠 : 02.38.74.41.51. @ :
Médecin (à proximité)	Cabinet Médical 71 Route Nationale 45140 ORMES	☎ : 02 38 21 14 33 📠 : @ :
Pharmacie (à proximité)	Pharmacie D'ormes 130 Route Nationale 45140 ORMES	☎ : 02 38 74 84 49 📠 : @ :
Centre Anti Poison	Centre Antipoison d'Anger CHU 4 rue Larrey 49033 Angers Cedex 9e	☎ : 02 41 48 21 21 📠 : 02 41 35 55 07 @ : cap49@chu-angers.fr
	Centre Antipoison de Paris Hôpital Fernand WIDAL 200 rue du Faubourg Saint Denis 75475 Paris Cedex 10	☎ : 01 40 05 48 48 📠 : 01 40 05 41 93 @ : cap.paris.lrb@aphp.fr

<u>SOS Mains</u>	CHRU Trousseau de Tours Assistance Mains du Centre Ouest 2, boulevard Tonnellé 37044 TOURS Cedex 9	☎ : 02 47 47 59 46 STANDARD ☎ : 02 47 47 47 47
	Centre de la Main Orléans Pôle Santé ORÉLIANCE 551 Avenue Jacqueline Auriol 45770 SARAN	☎ : 02 38 79 61 99 Urgences ☎ : 02 38 79 60 95
<u>Pompiers</u>	Voir le protocole d'appel des secours, interne à la BA 123 Depuis un téléphone militaire fixe Depuis un téléphone portable d'entreprise	☎ : 15 / 18 ☎ : 02.38.42.68.37.
<u>Gendarmerie</u>	Voir le protocole d'appel des secours, interne à la BA 123	☎ : 17 ☎ :

I.1.5. **Coordonnées des autres services**

<u>Mairie</u>	Mairie de Bricy Place de la Mairie 45310 BRICY	☎ : 02.38.75.33.88. ✉ : @ : mairie.bricy@orange.fr
<u>Mairie</u>	Mairie de Boulay-les-Barres Route d'Orléans 45140 BOULAY-LES-BARRES	☎ : 02.38.75.33.25. ✉ : @ : mairie.boulaylesbarres@gmx.fr
<u>Météorologie Orléans</u>	Météo-France 120 Ter rue Faubourg Bannier 45000 ORLEANS	Prévisions sur le département ☎ : 08 99 71 02 45

II. **PRESENTATION ET OBJET DU DOCUMENT**

II.1.1. **Préambule législatif et réglementaire**

Les entreprises contractantes sont informées que cette opération sera réalisée en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de Bâtiment et de Génie Civil, issues de la loi n° 14-18 du 31 décembre 1993, et de son Décret d'application n° 1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de santé.

Le présent document est rédigé en application de l'article L4532-8 du code du travail, le contenu est défini aux articles R4532-44 à R4532-46 du même code.

Cependant, le présent document répond également aux obligations du R4532-12 et à ce titre, définit des mesures et sujétions liées aux obligations respectives des différents intervenants en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants. Les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les entreprises doivent donc répondre à l'appel d'offres en prenant en compte les éléments d'information détaillés ci-après, tout en sachant que ce PGC / SPS pourra faire l'objet de modifications ou de compléments portés à leur connaissance en cours de chantier.

II.2. Présentation du projet

II.2.1. Objet des travaux

Extension du poste HT Y32 sur la Base Aérienne de Défense 123 de BRICY (45)

II.2.2. Précisions sur l'opération

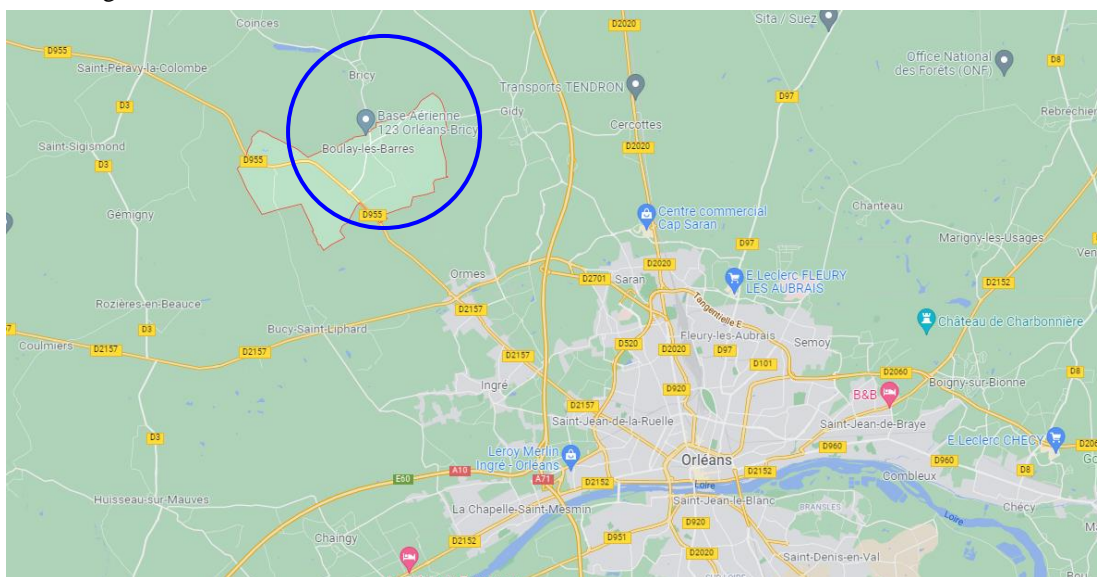
Extension du poste HT Y32

Les travaux comprendront l'augmentation de la puissance du poste en haute tension avec rajout d'un transformateur HT/BT de 630KVA et d'une cellule HT.

II.2.3. Situation géographique

BA 123 – Rue de la Base – 45140 Boulay-les Barres

Vue Google



III. RENSEIGNEMENT GENERAUX

Permis de construire : Sans objet site militaire

Permis de voirie : Sans objet site militaire

Autorisation de survol : [Demande à effectuer auprès de la base par l'entreprise titulaire, lors du grutage du nouveau poste avec grue mobile.](#)

Durée des travaux : **6 mois**

III.1. Sujétions Liées au Site

L'attention de l'entreprise et des sous-traitants éventuels, est attirée sur l'importance des mesures d'organisation générales pour éviter toute interaction entre les travaux et les activités de la base aérienne 123, autant pour les accès que pour les nuisances sonores, de circulation et d'empoussièrement.

L'opération est située près de l'entrée base (P1) en sortie du giratoire. Zone travaux le long de la voie de circulation.

Suite aux contraintes, l'entreprise et les sous-traitants éventuels, devront en tenir compte pour leur intervention respective :

- ✓ Passage obligatoire au poste d'accueil pour récupération d'un badge contre une pièce d'identité,
- ✓ Respecter le nombre de personne (3) dans le sas d'accueil,
- ✓ Présentation d'une deuxième carte d'identité au militaire en faction, lors du passage au portail d'accès (P1)
- ✓ Respecter la vitesse limitée 30 Km / h
- ✓ Les camions de livraisons et / ou d'approvisionnement, seront accompagnés par le responsable de l'entreprise titulaire et ou sous-traitante.
- ✓ Le chantier sera clos vis à vis de l'activité du site et les panneaux de clôture seront solidement amarrés pour éviter tout renversement de ceux-ci.
- ✓ Une signalisation sera mise en place sur la voie de circulation, présence obligatoire d'homme trafic lors des approvisionnements et ou retrait des excédents de terrassement.
- ✓ Lors du grutage avec grue mobile du nouveau poste, la voie de circulation sera barrée le temps de l'intervention. Hommes trafics équipés obligatoires.
- ✓ Tous les engins de levage seront à jour de la VGP « *Vérification Générale Périodique* » moins de 6 mois et de son carnet de maintenance.
- ✓ Tous les déchets volatiles (cartons, plastique, liens, isolant, polystyrène, etc...) seront mis en Big Bag au fur et à mesure et évacués en centre.
- ✓ Eviter les horaires d'affluences (entrée et sortie personnel) pour les approvisionnements
- ✓ Les entreprises ne peuvent accéder à la base dans la plage horaire suivante : 7h30 à 8h30 plage réservée aux personnels militaires.
- ✓ Vu la proximité du chantier vis à vis de l'accueil base, les véhicules personnels pourront rester sur le parc de stationnement extérieur base.

IV. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

IV.1. Procédures

IV.1.1. Remises de documents, rendez-vous de coordination

Chaque entreprise remettra son PPSPS au Coordonnateur SPS et au Maître d'Ouvrage, en application respectivement du 1° de l'Art L 4532-9 ou de l'Art R 4532-57 du code du travail, dans le délai maximum de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'Ouvrage et au plus tard une semaine avant le terme de la période de préparation prévue au calendrier des travaux.

Les travaux ne pourront débuter sans la remise de ces documents

Tout retard dans la transmission du PPSPS, entraînera l'application de sanctions prévues au CCAP

En cas d'absence à la réunion de coordination SPS, en dehors des réunions de chantier, l'entreprise encourt des pénalités fixées au CCAP.

IV.1.2. Description des modes opératoire en cas de risques spéciaux

Tous les processus de travaux comportant des risques propres à certains lots, doivent faire l'objet d'une étude spécifique des moyens de sécurité adaptés, non seulement descriptive, mais assortie de croquis explicatifs et éventuellement de notes de calculs.

Ces études devront être intégrées avant le début des travaux dans le P.P.S.P.S., ou en cours de chantier sur la demande expresse du Coordonnateur

IV.1.3. Suggestions d'intégration à l'ouvrage de moyens de prévention

Chaque entrepreneur est censé maîtriser parfaitement les sujétions d'entretien ou de maintenance liées aux ouvrages qu'il réalise.

Aussi, il fournira en un exemplaire au Coordonnateur SPS les éléments nécessaires pour l'établissement du D.I.U.O. (plan de récolement, fiches techniques, fiches d'entretien, PV, etc.).

L'entrepreneur qui constatera que les éléments ou dispositions lui semblant nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnels ayant à intervenir ultérieurement pour l'entretien, les dépannages ou la maintenance, ne sont pas prévus dans la description de son marché de travaux, se doit d'en informer le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS. S'ils le jugent utile, ils étudieront les conditions techniques et économiques de mise en place de ces éléments, afin de les proposer au Maître de l'Ouvrage qui décidera en dernier ressort.

IV.2. Organisation Générale

IV.2.1. Phasage des travaux

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
La maîtrise d'œuvre établira le calendrier général et le calendrier détaillé des travaux en fonction des éléments à fournir par l'entreprise. Ce calendrier sera diffusé à l'ensemble des intervenants et devra prendre en compte les objectifs de mise en commun de moyens et de gestion des coactivités énoncés dans le P.G.C. S.P.S.	Maîtrise d'Œuvre	Entreprises

IV.1. Accès et réseaux du chantier / Base-vie (R4532-44-5)

IV.1.1. Accès au chantier

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Depuis la rue de la Base, stationnement des véhicules au des emplacements prévus devant celle-ci.</p> <p>-Passage obligatoire au poste d'accueil pour récupération d'un badge contre une pièce d'identité. Respecter le nombre de personne (3) dans le sas d'accueil.</p> <p>-Présentation d'une deuxième pièce d'identité au militaire en faction, lors du passage au portail d'accès (P1)</p>	Entreprise titulaire	Tout intervenant

IV.2. Contrôle d'accès au chantier

IV.2.1. Rappel réglementaire et définition d'une personne autorisée.

Nous rappelons que selon l'article R4532-16 du Code du Travail, le Coordonnateur de Sécurité/Santé doit notamment prendre les dispositions pour que seules les personnes autorisées accèdent au chantier.

En accord avec la Maîtrise d'ouvrage seules les personnes répondant à un des cas cités ci-après sont considérées comme « personnes autorisées » dans le cadre de cette opération.

1. Les représentants de la Maîtrise d'ouvrage connaissant les consignes de sécurité du chantier.
2. Les représentants de la Maîtrise d'œuvre connaissant les consignes de sécurité du chantier.
3. Les représentants des différents conseils et assistant de la Maîtrise d'ouvrage (Contrôle –technique, Coordonnateur de sécurité, BET, Géomètre...) connaissant les consignes de sécurité du chantier.
4. Les représentants des Organismes de prévention (**CGA Contrôle Général des Armées, CARSAT, OPPBTP...**).
5. Les personnels et représentants des entreprises agréées par la maîtrise d'ouvrage (titulaire et sous-traitants uniquement), ayant participé à une inspection commune avec le Coordonnateur de Sécurité et ayant un P.P.S.P.S. (titulaire et sous-traitants uniquement) qui ne fait pas l'objet d'observations non levées du Coordonnateur SPS.
6. Les personnels et représentants des entreprise d'un fournisseur (livraison) d'une entreprise autorisée sous-réserve que ce fournisseur soit pris en charge par l'entreprise concernée à son arrivée sur le site.
7. D'un « locatier » missionné par une entreprise autorisée sous réserve que les tâches réalisées par celui-ci, soient analysés dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise autorisée concernée et que la direction effective des personnels soit placée sous l'autorité de l'entreprise autorisée. Dans le cas contraire, le locatier est à considérer comme sous-traitant (Visite d'Inspection Commune + PPSPS).

Les personnes autorisées peuvent également être :

8. Les visiteurs pris en charge complètement lors de leur présence sur site par la maîtrise d'Ouvrage un ou des personnels de l'entreprise générale autorisée du chantier.

Nous précisons que ces procédures de contrôle d'accès ne s'appliquent pas en cas d'intervention en URGENCE pour palier à une situation d'accident ou de danger grave imminent.

IV.2.2. Panneau de chantier

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Un panneau de chantier sera installé en début d'opération, selon les modalités définies avec le Maître d'ouvrage.</p> <p>Ce panneau fera apparaître les noms et coordonnées des différents intervenants.</p> <p>Ce panneau de chantier, sera remis à jour au fur et à mesure de la désignation des entreprises sous-traitantes.</p>	Entreprise titulaire	Tout intervenant

Il est rappelé que l'entreprise dont le siège social serait situé en dehors du territoire français doit, avant de détacher des personnels sur le chantier, effectuer différentes démarches auprès des services de la Préfecture. Le Maître d'Ouvrage doit quant à lui s'assurer que ces démarches sont bien effectuées et pourra demander à l'entreprise de lui fournir tout élément visant à atteindre le respect de cette obligation.

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>L'accueil des entreprises est du ressort du Coordonnateur SPS pour la mission qui le concerne, (voir chapitre visites communes). Il sera demandé à ce que le titulaire soit présent lors de l'inspection commune avec le sous-traitant.</p> <p>L'accueil des personnels des entreprises est du ressort de chaque entreprise dans le cadre de la réglementation (code du Travail – accueil à la sécurité).</p> <p>Les entreprises seront tenues de faire la preuve de réalité des accueils sécurité des personnels.</p>	<p>CSPS</p> <p>Entreprises</p>	<p>Chaque entreprise</p>

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Un registre de sécurité du chantier sera ouvert sur site et permettra de rassembler tout au long du chantier les différents rapports et PV de vérification des installations mise en commun.</p> <p>Ce document sera différent au Registre journal de la Coordination SPS.</p>	Entreprise titulaire	TCE

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>L'entreprise aura en charge d'établir et de diffuser le plan d'installation de chantier.</p> <p>Celle-ci, devra l'adapter en fonction de sa procédure et des moyens utilisés.</p> <p>Il y sera matérialisé : la clôture et portail d'accès, le cantonnement, l'aire de stationnement, les bungalows composant la base de vie chantier, l'aire de déchargement et de stockage, le coffret de distribution électrique et points de puisages.</p> <p>Il sera fait un Plan d'installation particulier pour la mise en place du nouveau poste HT avec grue mobile. Également un plan de circulation pour l'intervention de levage en rue barrée.</p> <p>Le PIC sera affiché dans le bungalow de réunion.</p> <p>Ce document prendra en compte les mesures d'organisation et de coordination énoncées au P.G.C.S.P.S. et sera cohérent avec le calendrier des travaux.</p>	Entreprise titulaire	Tout intervenant et tiers

Description de la mesure <i>Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 – art. V</i>	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>La zone d'accueil sera installée pour la durée des travaux et praticable par tout temps.</p> <p>Les bungalows de chantier seront équipés selon la réglementation en vigueur (<i>Code du Travail</i>) (implantation suivant le <i>PIC</i>).</p> <p>Elle sera dimensionnée en fonction des effectifs prévisionnels.</p>	Entreprise titulaire	Tout intervenant

IV.3. Description des cantonnements

<u>Salle de réunion / bureau de chantier</u>	Réalisé par	Bénéficiaire
Elle sera de dimension suffisante pour accueillir un minimum de 6 personnes. Elle sera chauffée, éclairée, équipée de tout le mobilier nécessaire (<i>table, chaises en nombre suffisant, mobilier de rangement, etc.</i>). Des panneaux d'affichage seront prévus.	Entreprise titulaire	Tout intervenant
<u>Réfectoire (article R4534-142)</u>	Réalisé par	Bénéficiaire
Il répondra aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1,5 M² par salarié. ✓ Il sera chauffé, éclairé et équipé de tables recouvertes d'un revêtement lavable, de chaises en quantité suffisante, d'un réfrigérateur, de chauffes chauffe-plats. 	Entreprise titulaire	Toute entreprise
<u>Vestiaires (article R4534-139)</u>	Réalisé par	Bénéficiaire
Il répondra aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1.25 M² par salarié. (62 m²) ✓ Il sera éclairé, chauffé et équipé d'armoires fermant à clef et de sièges. ✓ Le bungalow vestiaire doit fermer à clef et la consigne d'utilisation affichée à la porte d'entrée, doit être établie sous la responsabilité du chef de chantier. ✓ Il sera interdit d'y entreposer des produits ou matériels dangereux ou salissants, ainsi que des matériaux 	Entreprise titulaire	Toute entreprise
<u>Points de lavage des mains</u>	Réalisé par	Bénéficiaire
Points de lavage des mains au niveau du bloc sanitaire. Il sera équipé de savon liquide, essuie-mains à usage unique, poubelle avec couvercle et sac déchets. Les déchets seront évacués tous les jours.	Entreprise titulaire	Toute entreprise
<u>Cabinets d'aisances (article R4534-144) et conforme à l'article R.4228-11</u>	Réalisé par	Bénéficiaire
Ils seront éclairés, chauffés, équipés d'eau à température réglable, et alimentés de produit désinfectant et d'entretien, de savon liquide, d'essuie mains à usage unique, de papier hygiénique, de balais WC, 1 pour chaque cabinet d'aisance, poubelle avec couvercle et sac déchets. Avec : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un cabinet d'aisance et un urinoir pour 20 hommes ✓ Un lavabo pour 10 travailleurs. 	Entreprise titulaire	Tout intervenant
<u>Entretien des bungalows de la base vie</u>	Réalisé par	Bénéficiaire
L'entreprise devra un nettoyage régulier de l'ensemble des bungalows mis en place. Il sera installé au niveau du cantonnement un lave bottes	Entreprise titulaire	Tout intervenant

IV.3.1. Libération

Les entreprises sont tenues de libérer les lieux au fur et à mesure des besoins en fonction de l'avancement des travaux, sur la demande du Maître d'Œuvre, et du Maître de l'Ouvrage.

IV.4. Dispositions prises pour l'application de l'article R 4533-1

IV.1. Principe d'organisation

Le Maître d'ouvrage a chargé l'entreprise titulaire de l'installation de chantier et de son entretien tout au long de l'opération. Branchements provisoires des locaux d'accueil du personnel sur les réseaux existants.

Les frais de consommations, d'abonnement, sont à la charge de l'entreprise.

IV.1.1. Risques liés à la mise en œuvre des installations provisoires

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
La mise en œuvre de l'installation provisoire de chantier peut entraîner des risques pour le personnel (chute de hauteur, heurt, électrique...) Ces risques doivent être évalués et les mesures de prévention définies dans le PPSPS de l'entreprise.	Entreprise titulaire	Tout intervenant

IV.2. Réseaux provisoires chantier

IV.2.1. Branchement général électrique

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Une armoire électrique générale de chantier sera installée dans l'emprise chantier. Elle permettra le raccordement des installations provisoires de chantier (<i>cantonement, éclairage provisoire, coffrets divisionnaires, etc.</i>) Prestation comprise au niveau du branchement : ✓ Armoire, comptage, disjoncteur général, coup de poing de sécurité.	Entreprise titulaire	TCE

IV.2.2. Cheminement des réseaux

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Le cheminement des réseaux dans l'emprise de chantier sera organisé pour éviter tous risques au niveau des circulations d'engins, aire de manœuvre, de levage, etc. A ce titre, l'entreprise mettra en œuvre des protections adéquates mécaniques, au niveau des réseaux d'alimentations autant que nécessaire (fourreaux provisoires enterrés, passe-câbles, supports de câbles, etc..)	Entreprise titulaire	TCE

IV.2.3. Coffret de chantier

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Depuis l'armoire générale de chantier : ✓ Fournir, mettre en place et en service un coffret de chantier normalisé, avec bouton d'arrêt d'urgence.	Entreprise titulaire	Toute entreprise

IV.2.4. Vérification de la conformité des installations

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
L'ensemble de l'installation électrique (<i>base vie, armoire de distribution</i>) sera vérifié et une attestation de conformité sans réserve transmise au Moe et C/SPS	Entreprise titulaire	TCE

IV.2.5. Réseau provisoire d'eau potable

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Branchement provisoire à partir du réseau d'eau existant avec sous compteur (borne incendie). Sujétions liées au cheminement du réseau entre le point d'alimentation au chantier tel que : terrassement éventuel, fourreau, protection mécanique, etc.	Entreprise titulaire	Toute entreprise

Toutes les dispositions nécessaires, au maintien hors gel du réseau d'alimentation et de son bon fonctionnement en période hivernale. Calorifugeage des parties du réseau apparent et points de puisages pour les périodes hivernales et de canicule.	Entreprise titulaire	Toute entreprise
--	----------------------	------------------

IV.2.6. Réseau provisoire d'eaux usées-eaux vannes

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Les bungalows (sanitaire réfectoire) seront raccordés sur une fosse toutes eaux de 3m cubes. Le trop-plein de la cuve avec filtre, sera raccordé sur le réseau de lagunage de la base. Elle sera vidangée régulièrement par une société spécialisée en fonction de l'activité du chantier. Les bons de vidange seront fournis aux Moe et copie au C/SPS /. Où, à disposition dans le classeur de sécurité GO en salle de réunion. Assurer la maintenance de l'ensemble du réseau pendant toute la durée du chantier.	Entreprise titulaire	Toute entreprise

IV.2.7. Traitement des eaux pluviales en phase de chantier

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
L'entreprise prendra les dispositions pour assurer la rétention provisoire, l'infiltration ou l'évacuation des E.P. lors des interventions de terrassement, ainsi qu'au niveau des bungalows de cantonnement.	Entreprise titulaire	Entreprise concernée

IV.2.8. Réseau provisoire de télécommunication

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Vu la prolifération du nombre de téléphones portables sur les chantiers, l'appel des secours se fera par ces mobiles.	Toute entreprise	Toute entreprise

IV.3. Clôture chantier

IV.3.1. Isolement de la zone chantier (clôture)

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
L'emprise de cantonnement sera close d'une clôture de chantier de type héras avec portail. La clôture devra résister aux rafales de vent Des panneaux réglementaires de signalisation seront installés sur la clôture. « Chantier interdit aux publics et Port Obligatoire du Casque » L'entreprise, veillera à mettre en place une organisation, visant à maintenir la clôture en bon état et fermée, notamment en fin de journée et ceci pendant toute la durée du chantier.	Entreprise titulaire	Toute entreprise

IV.3.2. Propreté des voiries au droit du chantier

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Chantier situé à l'entrée de la base, la voirie sera maintenue en état de propreté correct pendant toute la durée du chantier. Plus particulièrement lors du terrassement, VRD et fondation. Un nettoyage régulier sera prévu. Voir intervention d'une balayeuse.	Entreprise titulaire	Tout intervenant

V. NETTOYAGE ET EVACUATION DES DECHETS

V.1. Nettoyage extérieur et intérieur chantier

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
L'emprise chantier ainsi que sa périphérie, seront maintenues en état de propreté correct. Les déchets seront évacués au fur et à mesure des avancements.	Toute entreprise	Tout intervenant
Chaque intervenant doit prévoir le nettoyage régulier de ses postes de travail et d'évacuer l'ensemble de ses déchets. Tous les déchets volatiles, seront évacués au fur et à mesure.	Toute entreprise	TCE
La gestion sera assurée par l'entreprise titulaire.	Entreprise titulaire	TCE

V.2. Bruits et nuisances

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Lors de la mise en œuvre des différentes prestations, l'entreprise veillera et sans que cela soit limitatif, à la suppression des nuisances vis à vis du personnel, occupants ou riverains du domaine public, soient : <ul style="list-style-type: none"> ✓ La suppression des sources de bruits et vibrations > à 85 dB : seuil de danger ✓ L'élimination des poussières excessives par tout moyen ✓ L'interdiction d'éliminer par combustion tous déchets ✓ La suppression des stockages non autorisés ou malodorants ✓ La limitation d'utilisation des domaines privés L'entreprise proposera à la Maîtrise d'Œuvre toutes les solutions adaptées.	Toute entreprise	Toute entreprise

V.3. Identification des personnes

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Conformément à l'article R 4532-11 à R 4532-16 du Code du Travail : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les personnes autorisées à accéder au chantier devront être facilement identifiables. (Vêtement floqué, badge sur casque, etc.) par exemple Chaque entreprise présente sur le chantier établira une liste nominative de son personnel intervenant sur le site. Cette liste pourra être contrôlée par l'autorité compétente.	Toute entreprise	Toute entreprise

VI. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

VI.1. Mesures particulières

Le présent PGCSPS intègrera, après analyse, les PPSPS des entreprises.

NOTA : Le Coordonnateur SPS pourra prendre toutes les mesures de sécurité, autres que celles mentionnées dans le présent PGCSPS, pour des travaux d'extrême urgence, dont l'exécution immédiate est nécessaire et présentant des risques particuliers (absence de PPSPS.)

VI.2. Les principes généraux de prévention

VI.2.1. Article L 4121-2.

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1- Eviter les risques.
- 2- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3- Combattre les risques à la source.
- 4- Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L 1152-1.
- 8- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9- Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

L'application des principes généraux de prévention énoncés à l'article L4121-2 du Code du Travail ci-dessus, est la base du dispositif de prévention des risques : **Chaque employeur doit mettre en œuvre ces principes.**

Afin d'illustrer ces principes généraux, nous rappelons les règles suivantes qui doivent être précisées dans les PPSPS de chaque entreprise :

- ✓ Éviter les travaux superposés dans une même zone de chantier en relation avec le coordinateur de travaux, la maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS ; (co-activité simultanée)
- ✓ Éviter de laisser des situations à risque pour les personnels des autres entreprises (co-activité successives) ;
- ✓ Les armatures en attente, les fouilles en attente, etc... seront notamment munis de dispositifs de protection.
- ✓ Les postes de travail en hauteur doivent être sécurisés en conformité avec le décret 2004-924 du 01/04/2004 intégré dans le code du travail.
- ✓ La protection collective et la recherche de l'ergonomie sont à privilégier.
- ✓ Les entreprises doivent prendre les dispositions nécessaires à la limitation des manutentions manuelles pour leurs personnels.
- ✓ Les tâches doivent être organisées et encadrées : un chantier bien préparé permet de limiter les risques.
- ✓ Les entreprises veilleront à doter leurs personnels d'équipements de protections individuelles adaptées aux risques encourus et en bon état.
- ✓ Les entreprises veilleront à accueillir leurs personnels, intérimaires, fournisseurs et sous-traitants sur le chantier et donner les consignes de sécurité propres au chantier.
- ✓ Les entreprises veilleront à la formation des personnels.

VII. MESURES RELATIVES AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX (R4532-44-4°)

VII.1.1. Risques potentiels accès chantier

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Risque routier et / ou piétonnier lié à l'accès chantier</p> <p>Lors des manœuvres de camions ou autres depuis le giratoire de l'accès base, il sera mis en place à chaque manœuvre 2 hommes trafic équipé de gilet rétro réfléchissant et d'un moyen de communication le cas échéant.</p> <p>Les camions, véhicules, engins, seront équipés de gyrophare en état de fonctionnement.</p> <p>Il sera géré aussi bien la circulation routière que piétonne lors desdites manœuvres.</p>	Entreprise titulaire	Toute entreprise

VII.1.2. Risques potentiel levage

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Moyens de levage :</p> <p>Il sera mis en place par l'entreprise un moyen de levage adéquat (grue mobile) lors de l'approvisionnement du nouveau poste HT</p> <p>Demande d'autorisation à effectuer en amont auprès de la base avec plan d'adéquation.</p>	Entreprise titulaire	Lots concernés

VIII. EVALUATION DES RISQUES DE COACTIVITE

Au regard de la nature des travaux à réaliser, il a été identifié les risques de coactivité suivants.

Cette liste, pourra être mise à jour en fonction des inspections commune et PPSPS des entreprises.

Nature des risques :
Accident routier (véhicules - piétons) au niveau du giratoire, accès chantier.
Heurt entre véhicules et / ou d'engins de chantier et personnel au sol
Chute de plain-pied : dénivelé, poste mal rangé, câbles d'alimentations électriques non rangés, etc...
Risque de renversement d'engins de terrassement, levage (pelle mécanique, grue mobile)
Risque au niveau de la stabilité des équipements de travail
Risque électrique (outillage)
Manutention manuelle et mécanique

VIII.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
L'entreprise assurera la mise en place du cantonnement, la zone d'approvisionnement et de stockage éventuelle, l'accès et sortie de chantier, le cheminement du personnel, etc.	Entreprise titulaire	Tout intervenant
La circulation sera libre d'accès (matériaux, matériels, déchets, etc.), elle sera maintenue en bon état de propreté.	Toute entreprise	Toute entreprise

VIII.2. Délimitation et aménagement de la zone de stockage

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Une zone de stockage sera définie dans l'emprise close du chantier. Matérialisation sur le PIC.	Entreprise titulaire	Toute Entreprise
Le stockage de matériels et / ou matériaux divers dans les bungalows de chantier (base vie) est interdit.	Toute entreprise	Toute entreprise

VIII.3. Conditions de manutention des matériaux et matériels

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Les mesures à prendre par les entreprises, sont énoncées notamment aux articles R4541-1 à 9 du code du travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Eviter au maximum le recours aux manutentions manuelles de charges ; ✓ En cas de nécessité de recourir à des manutentions manuelles du fait notamment de la configuration des ouvrages ; ✓ Limiter au maximum les charges à manutentionner (sacs de 25Kg par exemple) ; ✓ Organiser les postes de travail de façon à limiter les risques en mettant notamment à disposition des personnels des accessoires de préhension adaptés ; ✓ Informer les personnels autant que possible sur la valeur des charges à porter et sur les moyens les plus sûrs de réaliser les manutentions (formation, geste et posture). 	Toute entreprise	Toute entreprise

VIII.3.1. Grue mobile

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>L'utilisation de grue mobile devra se faire dans le respect de la réglementation en vigueur et satisfaire aux prescriptions du Décret du 08 janvier 1965 modifié par le décret n°95-608 du 6 mai 1995, relatif aux appareils de levage mus mécaniquement (<i>Art 26 à 45</i>)</p> <p>Un planning d'intervention et un plan d'implantation devront systématiquement compléter le PPSPS, préalablement à l'intervention.</p> <p>L'entreprise, devra l'aménagement de la plate-forme de réception et du balisage de la zone de levage.</p> <p>L'entreprise titulaire devra au préalable effectuer une demande d'autorisation auprès de la base 123. Demande à effectuer au minimum 15 jours à l'avance.</p> <p>Le survol de charges au-dessus de voie de circulation, de personnes et / ou de bâtiments occupés est strictement interdit.</p> <p>Des consignes seront données au grutier, ainsi qu'un plan de survol le cas échéant.</p>	Entreprise titulaire	Entreprise concernées

VIII.3.2. Généralités

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Tout appareil de levage fixe ou mobile doit être vérifié, après installation, par un organisme agréé. Les appareils de manutention devront être correctement entretenus (<i>Carnet de maintenance avec Vérification Générale Périodique à jour</i>)</p> <p>Les chargements devront respecter les consignes de ces engins qui ne peuvent servir qu'à des opérations de transports et de manutention de matériels et de matériaux.</p>	Entreprise titulaire	Entreprise concernée

<p>Le cas échéant, tous ces engins devront être guidés dans leurs manœuvres.</p> <p>Les consignes de sécurité doivent être établies, affichées et suivies par le personnel.</p> <p>Les salariés conduisant les engins de levage devront être habilités.</p> <p>Les salariés dédiés à l'élingage, auront reçu au préalable une formation</p> <p>Toutes les manœuvres se feront à l'intérieur du chantier. En cas d'impossibilité, l'intéressé se rapprochera du Coordonnateur pour déterminer les dispositions exceptionnelles à prendre : prévoir un homme de trafic.</p> <p><i>Une copie du rapport de Vérifications Générales Périodique des engins sera déposée dans le bureau de chantier, ainsi que la copie de l'attestation de l'entreprise autorisant la personne à conduire l'engin.</i></p>	Entreprise titulaire	Entreprise concernée
---	----------------------	----------------------

VIII.3.1. Engins de chantier

Il existe pour chaque type d'engins, plusieurs catégories, avec un CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité) pour chacune d'elles.

Engins de chantiers	CACES R372	10 catégories	Recyclage – 10 ans
Grue à tour	CACES R377	4 catégories	Recyclage – 5 ans
Grues mobiles	CACES R383	7 catégories	Recyclage – 5 ans
Grues auxiliaires	CACES R390	1 catégorie	Recyclage – 5 ans
PEMP	CACES R386	6 catégories	Recyclage – 5 ans
Chariots automoteurs	CACES R389	5 catégories	Recyclage – 5 ans

A noter : Les CACES sont réalisés par des organismes testeurs certifiés.

Un salarié titulaire d'un ou plusieurs CACES peut être autorisé à conduire dans l'entreprise les engins pour lesquels il est reconnu apte, après délivrance d'une autorisation de conduite par le chef d'entreprise.

Nota : Elle peut être retirée à tout moment par le chef d'entreprise. Elle n'est valable qu'au sein d'une seule et même entreprise et doit être renouvelée en cas de changement d'employeur.

VIII.4. L'utilisation des protections collectives

VIII.4.1. Protections collectives

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Priorité des mesures de protection collective sur les mesures de protection individuelle.</p> <p>Les protections collectives nécessaires, dans un cadre général, seront mises en place et entretenues au fur et à mesure de l'avancement des travaux (<i>signalisation temporaire, clôture chantier, aires de réception, cheminement V et H, stockage, garde-corps, PV de conformité, etc...</i>)</p>	Entreprise titulaire	Tout intervenant
Armoire de distribution électrique et vérification sans réserve.	Entreprise titulaire	Toutes entreprises
Extincteurs en état de fonctionnement par poste de travail, dont l'inspection de maintenance a été réalisée depuis moins d'un an.	Entreprise concernée	Toutes entreprises

VIII.4.2. TCE

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Les entreprises devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Définir dans leur PPSPS les dispositifs de protection collectif des postes de travail par phase ; ✓ Définir dans leur PPSPS le type d'engin de levage et de manutention pour la mise en œuvre d'éléments de construction, de matériel, matériaux, etc... ✓ Les personnes habilitées à la conduite d'engin ✓ Prévoir tous les dispositifs de sécurité pendant la réalisation de ses ouvrages. (Garde-corps, ligne de vie provisoire, filet de protection, harnais de sécurité, etc.) ✓ Les dispositifs de sécurité resteront en place jusqu'à la fin des travaux de couvertures et d'étanchéité. ✓ Ne pas travailler sur des toitures temps de givre, de neige, ou de fortes précipitations. 	Entreprise concernée	Toute Entreprise concernée

VIII.5. Mesures prises en matière d'interaction sur le site

VIII.5.1. Risques liés à la coactivité

La Maîtrise d'Œuvre prendra en compte de la coactivité dans la planification des travaux, de manière à éviter les situations génératrices de risques telles que les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc.

VIII.5.2. Travaux superposés

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation, sera interdit au moyen d'un dispositif physique.	Entreprise concernée	Entreprise concernée

VIII.5.3. Travaux polluants

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Les travaux générateurs de nuisances, tels que bruits, émanations de vapeurs dangereuses ou de poussières excessives, seront dans la mesure du possible réalisés dans des zones isolées.</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. <i>Appareillages adéquats équipés d'aspiration à la source, extracteur d'air, etc...</i></p> <p>Le choix des colles, peintures et résines devra être fait en fonction de leur faible degré de toxicité et d'inflammation.</p> <p><i>Les vapeurs nocives et toxiques seront rejetées vers l'extérieur dans le respect des normes de pollution atmosphériques.</i></p>	Entreprise concernée	Toute entreprise

IX. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITE D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A L'EXTERIEUR DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Rappel du paragraphe III.1 Sujétions liées au site du PGC, page 10

L'attention de l'entreprise et des sous-traitants éventuels, est attirée sur l'importance des mesures d'organisation générales pour éviter toute interaction entre les travaux et les activités de la base aérienne 123, autant pour les accès que pour les nuisances sonores, de circulation et d'empoussièrement.

L'opération est située près de l'entrée base (P1) en sortie du giratoire. Zone travaux le long de la voie de circulation.

Suite aux contraintes, l'entreprise et les sous-traitants éventuels, devront en tenir compte pour leur intervention respective :

- ✓ Passage obligatoire au poste d'accueil pour récupération d'un badge contre une pièce d'identité,
- ✓ Respecter le nombre de personne (3) dans le sas d'accueil,
- ✓ Présentation d'une deuxième carte d'identité au militaire en faction, lors du passage au portail d'accès (P1)
- ✓ Respecter la vitesse limitée 30 Km / h
- ✓ Les camions de livraisons et / ou d'approvisionnement, seront accompagnés par le responsable de l'entreprise titulaire et ou sous-traitante.
- ✓ Le chantier sera clos vis à vis de l'activité du site et les panneaux de clôture seront solidement amarrés pour éviter tout renversement de ceux-ci.
- ✓ Une signalisation sera mise en place sur la voie de circulation, présence obligatoire d'homme trafic lors des approvisionnements et ou retrait des excédents de terrassement.
- ✓ Lors du grutage avec grue mobile du nouveau poste, la voie de circulation sera barrée le temps de l'intervention. Hommes trafics équipés obligatoires.
- ✓ Tous les engins de levage seront à jour de la VGP « *Vérification Générale Périodique* » moins de 6 mois et de son carnet de maintenance.
- ✓ Tous les déchets volatiles (cartons, plastique, liens, isolant, polystyrène, etc...) seront mis en Big Bag au fur et à mesure et évacués en centre.
- ✓ Eviter les horaires d'affluences (entrée et sortie personnel) pour les approvisionnements
- ✓ Les entreprises ne peuvent accéder à la base dans la plage horaire suivante : 7h30 à 8h30 plage réservée aux personnels militaires.
- ✓ Vu la proximité du chantier vis à vis de l'accueil base, les véhicules personnels pourront rester sur le parc de stationnement extérieur base.

Rappels :

Les travaux s'effectuent sur un site en activité et proche du giratoire d'accès au site,

Les manœuvres (*approvisionnement, livraison, etc.*) au niveau du giratoire son à éviter pendant les heures d'affluences (entrée et sortie),

De la mise en place de protection collective au niveau de la voie de circulation et du chantier, en amont de l'intervention au poste de travail et de l'entretiens tout au long des travaux,

Rappel sur le port des EPI en fonction des postes de travail.

X. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE


X.1. Téléphone

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Dès le début de l'opération chaque responsable de chantier sera en possession d'un téléphone mobile en état de fonctionnement avec chargeur de batterie.</p> <p>Une consigne d'appel des secours sera affichée dans les bungalows de chantier, et plusieurs consignes d'appel des secours, plastifiées, seront affichées au niveau des bâtiments en construction.</p> <p>EN CAS D'URGENCE NUMEROS SECOURS BA 123</p> <p>Depuis un téléphone militaire fixe, 15 ou 18</p> <p>Depuis un téléphone portable : 02.38.42.68.37. Où : 06.79.04.12.67</p> <p>Fiche téléphone urgence BA 123 ci-dessous Page 47</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Téléphonez aux secours 2- Donnez l'adresse précise du chantier 3- Décrivez la nature de l'accident et l'emplacement du (des) blessé (s) 4- Donnez le nombre de blessés et leur état 5- Décrivez l'intervention du secouriste 6- Fixez un point de rdv et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours 7- Ne jamais raccrocher en premier <p>PROTEGER-ALERTER-SECOURIR</p>	Entreprise titulaire	Tout intervenant

X.1.1. Transport de blessés :

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Quel que soit la gravité de l'accident, il convient de rappeler que tout transport de blessés ou de malades, effectué par un salarié d'une entreprise avec son véhicule ou un véhicule de l'entreprise, engage la responsabilité du conducteur et celle de l'employeur.</p>	Toute entreprise	Toute entreprise

X.1.2. Secouristes

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail (SST), formés ou recyclés depuis moins d'un an. La liste des secouristes présents sera affichée dans le bureau de chantier, et mise à jour.</p> <p>L'entreprise indiquera dans son PPSPS les coordonnées du secouriste présent sur le chantier.</p>	 <p>Toute entreprise</p>	Tout intervenant

X.1.3. Trousse de soins

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Chaque entreprise, devra disposer d'une trousse de premiers soins à disposition et le cas échéant, se référer à la fiche d'urgence (numéros d'appel base) affichée dans les bungalows de la base vie chantier.</p>	Toute entreprise	Toute entreprise

X.1.4. Déclaration d'Accident du Travail

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Chaque entreprise, devra dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail, communiquer au Coordonnateur SPS le compte-rendu des circonstances de l'accident. Celui-ci sera consigné sur le Registre-Journal.	Toute entreprise	Toute entreprise

X.1.5. Protection incendie

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Mise en place d'extincteurs à poudre polyvalent (<i>classe de feux A, B et C</i>) de 9 Kg dans la salle de réunion, dont l'inspection de maintenance a été réalisée depuis moins d'un an.	Entreprise titulaire	Toute entreprise
Mise en place d'extincteurs par poste de travail en état de fonctionnement, dont l'inspection de maintenance a été réalisée depuis moins d'un an.	Entreprises concernées	Toute entreprise
Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de la zone de travail 2 heures après leur intervention Elles devront également signaler la zone de travail à risque. Les entreprises, intervenants par points chauds avec ou sans flammes, ou par tronçonnage avec production d'étincelles devront avoir à portée de mains un extincteur dont l'inspection de maintenance a été réalisée depuis moins d'un an. Toutes les entreprises intervenant avec des produits inflammables, par points chauds ou avec production d'étincelles sont soumises à un permis feu.	Entreprises concernées	Toute entreprise

X.1.6. Hygiène

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Les bungalows de la base vie chantier seront maintenus en état d'hygiène et de propreté correct pendant toute la durée du chantier. Des produits d'hygiène seront laissés à disposition des travailleurs (<i>savon liquide, essuie-mains à usage unique, poubelle avec sac déchets, etc...</i>).	Entreprise titulaire	Tout intervenant

X.1.7. Alcool et produits illicites

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Aucune boisson alcoolisée n'est autorisée sur le lieu de travail. (<i>Dans les termes de l'Article 4228-20 du Code du Travail</i>). Il est interdit de laisser entrer ou séjourner dans les lieux de travail des personnes en état d'ivresse. (<i>Article 4228-21 du Code du Travail</i>).	Tout intervenant	Tout intervenant

X.1.8. Cigarette

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
Il est interdit de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, notamment scolaire, et dans les moyens de transport collectif, sauf dans les emplacements expressément réservés aux fumeurs. (<i>Article L. 3512-8 du Code de la Santé Publique</i>).	Tout intervenant	Tout intervenant

XI. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

XI.1. Inspection commune

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Tout entrepreneur amené à intervenir sur le chantier devra préalablement contacter le Coordonnateur SPS deux (2) semaines minimums avant la remise du PPSPS, afin de prendre rendez-vous pour effectuer une inspection commune du chantier.</p> <p>Les entreprises titulaires sont chargées de signaler au coordonnateur SPS les entreprises sous-traitantes qui interviennent sur le chantier avec un délai de 15 jours minimum jours avant leur intervention.</p> <p>Au cours de cette inspection commune, seront précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entrepreneur s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</p> <p>Cette inspection commune à lieu obligatoirement avant la remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, de l'entrepreneur.</p>	Ensemble des entreprises comprises sous-traitants	Toute entreprise

XI.2. Compte-rendu de l'inspection commune

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>L'inspection commune donne lieu à un compte-rendu écrit et signé conjointement par le Coordonnateur et le représentant de l'entrepreneur.</p> <p>Le compte-rendu mentionne en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les noms et fonctions du représentant de l'entreprise. ✓ Les consignes à observer ou à transmettre. ✓ Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. ✓ Les lieux visités. ✓ La liste des documents échangés <p>Le compte-rendu est annexé au Registre Journal de Coordination et l'Entreprise en reçoit un exemplaire.</p>	C/SPS Toute entreprise	Toute entreprise

XI.3. Plan Général de Coordination (PGC)

Ce document est évolutif et indicé.

XI.3.1. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants identifiés comme sous-traitants fourniront au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé au même titre qu'une entreprise.

XI.4. Implication des entreprises

Le Plan Général de Coordination s'applique à tous les entrepreneurs qui réalisent les travaux sur le chantier décrit dans le présent document quel que soit la durée de leur intervention sur le site.

Sont concernés et soumis aux dispositions du PGC :

- ✓ Les entreprises.
- ✓ Les sous-traitants des titulaires des lots, quel que soit le rang de sous-traitance.
- ✓ Les travailleurs indépendants, excepté sur l'obligation de remettre un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

- ✓ L'entrepreneur tient compte des principes généraux de prévention, des mesures d'organisation générales, des règles de coordination et des règles techniques énoncées dans le PGC, pour l'établissement de son PPSPS.

L'entrepreneur qui fait exécuter, en tout ou partie, le contrat conclu avec le titulaire du marché, par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC et de ses mises à jour, le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Le sous-traitant doit établir un PPSPS et tient compte dans son élaboration, des informations fournies par l'entrepreneur (document mentionné ci-dessus) et de celles qui sont retenues dans le PGC.

Le PGC ne se substitue pas à la loi : à ce titre, il ne saurait dégager l'entrepreneur et ses sous-traitants de leurs obligations et responsabilités, en matière de prévention des risques professionnels et de protection de la santé, prévues par le Code du Travail.

XI.5. Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

cf. Article L 4532-9 du Code du Travail

XI.5.1. Obligations – Délais

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Les entreprises titulaires des lots disposent d'un délai de 30 jours pour établir leur plan particulier de sécurité, à compter de la réception du contrat signé. (Art. R. 4532-56 du Code du Travail)</p> <p>En cas de sous-traitance et à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur, le sous-traitant dispose d'au moins trente jours pour établir le plan particulier de sécurité.</p> <p>Ce délai est réduit à huit jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers prévue à l'article L. 4532-8. (Art. R. 4532-62 du Code du Travail)</p> <p><i>Avant le début de l'exécution des travaux dont elle a la charge, quel que soit la durée de son intervention sur le chantier, chaque entreprise, entreprise sous-traitante comprise, est tenue de remettre un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé</i></p>	Toute entreprise	Toute entreprise

XI.5.2. Contenu du PPSPS et diffusion (généralité)

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Le contenu du PPSPS répond aux directives du Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 notamment aux Articles R4532-63 à R4532-67 du Code du Travail.</p> <p>En règle générale, il analyse, définit, indique et précise les risques et mesures mis en évidence pour l'opération.</p> <p>Le Plan de Sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier ; 2° Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ; 3° Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ; 	Toute entreprise	Toute entreprise

- 4° Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

XI.6. Le Plan de Sécurité indique

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>1° Les nom et adresse de l'entrepreneur.</p> <p>2° L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier.</p> <p>3° Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.</p> <p>4° La définition du lot et sa désignation.</p>	Toute entreprise	Toute entreprise

XI.6.1. Le Plan de Sécurité mentionne

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>1° Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :</p> <p>a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;</p> <p>b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;</p> <p>2° La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 ;</p> <p>3° Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.</p>	Toute entreprise	Toute entreprise

XI.6.2. Le plan particulier de sécurité comporte de manière détaillée

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>1° Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :</p> <p>a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;</p> <p>b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;</p> <p>c) Le matériel médical existant sur le chantier ;</p> <p>d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;</p> <p>2° Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.</p>	Toute entreprise	Toute entreprise

XI.6.3. Diffusion

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Chaque entreprise diffusera son PPSPS au CSPS en un exemplaire au format PDF et WORD par mail.</p> <p>Les Maîtrises d’Ouvrage et d’Œuvre peuvent demander une version papier du document. Dans ce cas, l’impression et la diffusion du document sont à l’entière charge des entreprises.</p> <p>Une version papier doit être en permanence dans le véhicule d’entreprise présent sur le chantier de telle sorte qu’il soit consultable par l’inspection du travail et les organismes de prévention.</p>	Toute entreprise	Toute entreprise

XI.7. Travailleurs indépendants

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p>Les Décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995, relatifs aux prescriptions que doivent respecter les travailleurs indépendants exerçant leur activité sur un chantier de bâtiment ou de Génie Civil, sont applicables sur ce chantier. Tout travailleur indépendant intervenant sur ce chantier est soumis aux règles et procédures en vigueur sur le chantier, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Respect du PGC et des additifs de mise à jour. ✓ Respect des Principes Généraux de Prévention énumérés à l’article L 4534-1 du Code du Travail. 	Toute entreprise	Toute entreprise

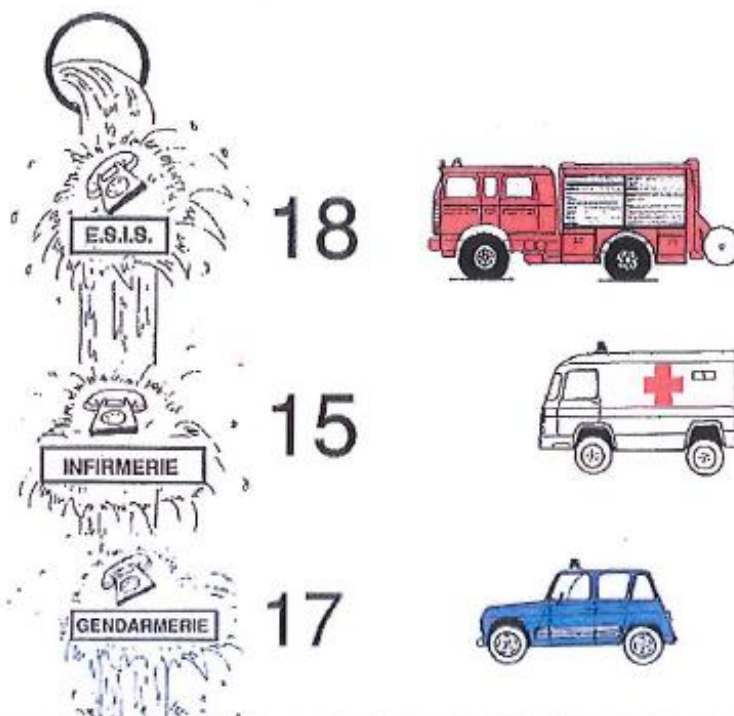
XI.8. Dossier d’Interventions Ultérieures sur l’Ouvrage (DIUO)

Description de la mesure	Réalisé par	Bénéficiaire
<p><i>Articles L 4532-16 et L 4532-18 - Article R 4532-95 et R 4532-96 du Code du Travail.</i></p> <p>Ce dossier rassemble les documents de nature à faciliter la sécurité des personnes chargées des interventions ultérieures : entretien, réparations, modifications de l’ouvrage, installation ou équipements.</p> <p>La production de ces documents est à la charge des différents intervenants qui en sont à l’origine.</p> <p>Ces documents seront fournis par le Maître d’œuvre et toutes les entreprises, ils comprendront les plans des structures, les notes et descriptions techniques, les plans de récolement, les consignes d’utilisation et d’entretien, les procédures d’exploitation, ainsi que tous les documents que le Coordonnateur jugera utile de joindre.</p> <p>Ces documents devront être fournis au C/SPS en un exemplaire dématérialisé.</p> <p>Le Coordonnateur en remettra un exemplaire au Maître d’Ouvrage après la réception des travaux. Cette transmission fera l’objet d’un procès-verbal.</p>	Toute entreprise	Toute entreprise

XII. FICHE D'APPEL D'URGENCE

NUMEROS D'URGENCES

A PARTIR D'UN POSTE MILITAIRE FIXE



**A PARTIR D'UN TELEPHONE PORTABLE
COMPOSER LE :
02 38 42 68 37 ou 06 79 04 12 67**

ICI JE SUIS AU →

XIII. DEMANDE D'INSTALLATION DE GRUE



DEMANDE D'AUTORISATION D'INSTALLATION D'UNE GRUE SUR LE SITE DE LA BASE AERIEENNE 123 ORLEANS-BRICY

A TRANSMETTRE 15 JOURS A L'AVANCE à

Monsieur le chef du GAA 1A.123

Date d'installation prévue de la grue :

J'ai l'honneur de vous communiquer les caractéristiques et les coordonnées d'implantation de la grue suivantes :

Caractéristiques de la grue		Positionnement de la grue	
Type (fiche technique à annexer)		Longitude (WGS 84 sexagésimales)	
Hauteur maxi		Latitude (WGS 84 sexagésimales)	
Hauteur d'utilisation		Altitude terrain (NGF)	
Signalétique au sommet		Date démontage	

Transmettre cette demande à l'adresse suivante : ba123-gaa.dv.fct@intra.def.gouv.fr

Toute demande incomplète ou transmise hors délais retardera l'autorisation.

Une grue est un obstacle aéronautique constituant un danger pour la sécurité aérienne. Un délai est nécessaire pour :

- mener une étude d'impact vis-à-vis des procédures en vigueur sur la plateforme aéronautique (saisie de la DIRCAM-DIA),
- pour avertir de l'évolution de l'environnement aéronautique local (diffusion d'un NOTAM¹).

DATE ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Stéphane VARRET
ESID Rennes – PCO Tours

DECISION DU COMMANDANT DU GAA

¹ NOTAM : Notice to Airmen

XIV. PERMIS FEU

Annexe II : PERMIS DE FEU

N° /DEF/BA123/BMR0C123/DPE

La délivrance de ce document sous-entend que le signataire s'est informé préalablement de la configuration des locaux concernés par les travaux par points chauds et de ceux situés à proximité, des substances qui y sont utilisées ou entreposées, des activités effectuées (risques particuliers) et de l'état du matériel devant être utilisé pour les travaux.

TRAVAUX	Date de début :		Heure :	
	Date de fin (ou durée maximale) :			
Description du travail à effectuer :				
Type de travaux par points chauds :				
<input type="checkbox"/> Soudage		<input type="checkbox"/> Arc électrique		<input type="checkbox"/> Etincelage
<input type="checkbox"/> Tronçonnage		<input type="checkbox"/> Chalumeau		<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Découpe		<input type="checkbox"/> Laser		<input type="checkbox"/>
RISQUES PARTICULIERS :				
MISE EN SÉCURITÉ :			MOYENS DE PRÉVENTION/PROTECTION :	
	oui	non	fait	
- évacuation des substances inflammables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- protection du voisinage
- délimitation et séparation de la zone dangereuse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- écrans, panneaux
- séparation, consignation des sources d'énergie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- bâches ignifugées
- vidange – nettoyage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- eau
- dégazage (tuyaux, cuves...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- ventilation forcée
- isolation des tuyauteries	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- contrôle de l'atmosphère
- démontage de la tuyauterie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- explosimètre
- fermeture (caniveaux, fosses...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- teneur en oxygène
- colmatage des interstices	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- détecteur de gaz
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- moyens de lutte contre l'incendie
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- extincteur
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- sable
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- lance à incendie
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- surveillant de sécurité
-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- moyens d'alerte
Personnes ou services concernées		Nom	Qualité	Visa
Commandant d'unité				
Contractant				
Sécurité incendie (ESIS 1H123)				
Responsable de l'opération				
Exécutant des travaux				

Permis de feu délivré le : _____

Signature du commandant de base et
chef d'emprise (ou son représentant) :

XV. Tableaux d'Harmonisation PPSPS

Tableau d'harmonisation des PPSPS entreprises titulaires

Entreprises	Date	Procédure, moyens, etc.

Tableau d'harmonisation des PPSPS entreprises sous-traitantes

Entreprises	Date	Procédure, moyens, etc.